

LE JOUR D'APRÈS,

#NIOUBLINIPARDON

#ONLÂCHERARIEN



Conclusion

jeudi 18 juin 2020, par [Bariaud](#)

CONCLUSION

La crise du covid-19 et les mois particuliers que nous venons de vivre l'ont démontré : l'idée que nous portions depuis quelques temps de transformer la société en faisant le lien entre urgence climatique, urgence écologique et urgence sociale est plus que jamais d'actualité.

Le gouvernement et le MEDEF, peu enclins à se souvenir des belles paroles du confinement main sur le cœur pour dire toute leur admiration du monde du travail, sont déjà en train de renier toutes leurs promesses et de vouloir accélérer les réformes ultralibérales pour déréglementer encore plus notre société.

Loin de la fameuse « Union sacrée » prônée par Macron et de son aveu du besoin de sortir de son idéologie, quand il voyait dans « cette crise une chance : nous ressouder et prouver notre humanité, bâtir un autre projet dans la concorde. Un projet français, une raison de vivre ensemble profonde », les tenants du pouvoir réfléchissent déjà à comment maintenir la réforme de l'Assurance chômage et à poursuivre celle des retraites.

Déjà, les grandes entreprises envisagent licenciements, chantage à l'emploi via des accords de compétitivité pour éviter de rogner sur les dividendes et maintenir leur quête de profits.

Les médias et la Macronie s'entendent à préparer l'opinion publique sur le fait que la sortie de crise (sociale et économique) sera longue et difficile et que cela ne pourra passer que par des sacrifices.

Ainsi, le Ségur de la santé envisage des contreparties acceptables sur le temps de travail et la flexibilisation du travail pour évoquer les augmentations des salaires des personnels soignants.

Pas question pour le pouvoir en place d'avoir une quelconque auto-critique sur des décennies de politiques d'austérité, de suppressions d'emplois comme dans le secteur public et la santé ou de casse des droits sociaux et de la protection sociale.



Comme ce Lien le démontre, pour la FEREC l'analyse est tout autre. Dans nos champs, qui sont tous secteurs d'émancipation pour la population, nous continuerons de porter des revendications pour faire de la société une société plus juste où les richesses produites par le travail servent à satisfaire les besoins de toutes et tous et non les intérêts de quelques « premiers de cordée ».

Avec les travailleurs et les travailleuses, nous les mettrons au débat pour qu'elles servent à améliorer les conditions de travail et de vie, à faire que la sécurité sociale redevienne universelle et qu'elle intègre le pain de la perte d'autonomie, à faire que les discriminations de toutes sortes cessent pour que chaque femme et chaque homme soit égal(e) de l'autre.

L'éducation de la maternité à l'université, en passant par tout le monde associatif et sportif et la formation tout au long de la vie, doit permettre à chacune de s'approprier dans le « monde d'après » en se trouvant, en changeant de voie, en ayant des temps d'arrêt dans les cursus de vie.

Et parce que la CGT ne pourra pas faire seule et avec les seuls salarié-es des entreprises et services convention-

nés, la FEREC accueille d'ores et déjà les travailleurs-es avec des contrats particuliers et les auto-entrepreneuses. Consciente que les aspirations de la jeunesse sont en adéquation avec ses propres revendications, elle gèrera le débat d'une structuration de la jeunesse au sein de la CGT.

Et pour contrer les attaques ultralibérales à venir, la FEREC participera à la construction du « monde d'après » en confrontant ses propositions à celles des associations, mouvements et partis politiques qui participent aux mobilisations pour le progrès social et œuvrent à la construction de plateformes revendicatives communes pour faire converger le mouvement syndical dans l'objectif d'émancipation et de la construction d'un front social anticapitaliste, antidiscriminatoire et écologique.



23

Le Lien N°200 - Juin 2020

La crise du covid-19 et les mois particuliers que nous venons de vivre l'ont démontré : l'idée que nous portions depuis quelques temps de transformer la société en faisant le lien entre urgence climatique, urgence écologique et urgence sociale est plus que jamais d'actualité.

Le gouvernement et le MEDEF, peu enclins à se souvenir des belles paroles du confinement main sur le cœur pour dire toute leur admiration du monde du travail, sont déjà en train de renier toutes leurs promesses et de vouloir accélérer les réformes ultralibérales pour déréglementer encore plus notre société.

Loin de la fameuse « Union sacrée » prônée par Macron et de son aveu du besoin de sortir de son idéologie, quand il voyait dans « cette crise une chance : nous ressouder et prouver notre humanité, bâtir un autre projet dans la concorde. Un projet français, une raison de vivre ensemble profonde », les tenants du pouvoir réfléchissent déjà à comment maintenir la réforme de l'Assurance chômage et à poursuivre celle des retraites.

Déjà, les grandes entreprises envisagent licenciements, chantage à l'emploi via des accords de compétitivité pour éviter de rogner sur les dividendes et maintenir leur quête de profits.

Les médias et la Macronie s'entendent à préparer l'opinion publique sur le fait que la sortie de crise (sociale et économique) sera longue et difficile et que cela ne pourra passer que par des sacrifices.

Ainsi, le Ségur de la santé envisage des contreparties inacceptables sur le temps de travail et la flexibilisation du travail pour évoquer les augmentations des salaires des personnels soignants.

Pas question pour le pouvoir en place d'avoir une quelconque autocritique sur des décennies de politiques d'austérité, de suppressions d'emplois comme dans le secteur public et la santé ou de casse des droits sociaux et de la protection sociale.

Comme ce Lien le démontre, pour la FERC l'analyse est tout autre. Dans nos champs, qui sont tous vecteurs d'émancipation pour la population, nous continuerons de porter des revendications pour faire de la société une société plus juste où les richesses produites par le travail servent à satisfaire les besoins de toutes et tous et non les intérêts de quelques « premiers de cordée ».

Avec les travailleurs et les travailleuses, nous les mettons au débat pour qu'elles servent à améliorer les conditions de travail et de vie, à faire que la sécurité sociale redevienne universelle et qu'elle intègre le pan de la perte d'autonomie, à faire que les discriminations de toutes sortes cessent pour que chaque femme et chaque homme soit l'égal·e de l'autre.

L'Éducation de la maternelle à l'université, en passant par tout le monde associatif et sportif et la formation tout au long de la vie, doit permettre à chacun·e de s'épanouir dans le « monde d'après » en se trompant, en changeant de voie, en ayant des temps d'arrêts dans les cursus de vie.

Et parce que la CGT ne pourra pas faire seule et avec les seuls salarié·es des entreprises et services conventionnels, la FERC accueille d'ores et déjà les travailleur·ses avec des contrats particuliers et les auto-entrepreneur·ses. Consciente que les aspirations de la jeunesse sont en adéquation avec ses propres revendications, elle portera le débat d'une structuration de la jeunesse au sein de la CGT.

Et pour contrer les attaques ultralibérales à venir, la FERC participera à la construction du « monde d'après » en confrontant ses propositions à celles des associations, mouvements et partis politiques qui participent aux mobilisations pour le progrès social et œuvrera à la construction de plateformes revendicatives communes pour faire converger le mouvement syndical dans l'objectif d'unification et de la construction d'un front social anticapitaliste, antidiscriminatoire et écologique.